

# Embellie pour les groupes d'Etat russes

**CONJONCTURE** La croissance stagne, le niveau de vie des Russes se tasse depuis quatre ans, mais les grandes entreprises publiques se portent mieux que jamais. Gazprom, Sberbank, VTB, Rosatom affichent des résultats en croissance et des perspectives florissantes

EMMANUEL GRYNSPAN, MOSCOU  
@\_zerez\_

Jamais une banque russe n'avait dominé le classement des banques d'Europe continentale en termes de valorisation boursière. Cette semaine, Sberbank a dépassé l'espagnole Santander grâce à une hausse de 5% en bourse, portant sa capitalisation à 105 milliards de francs et son action au niveau historique de 285 roubles (4,77 francs). La forte hausse de Sberbank est attribuée à l'intérêt des investisseurs étrangers pour le titre, lui-même suscité par l'agence de notation Standard & Poor's. Samedi, l'agence a relevé la note du crédit souverain de la Russie d'un cran, de BB+ (intérêt spéculatif) à BBB- (investissement avec perspective stable).

Dirigée par l'ancien ministre de l'Economie Guerman Gref, un libéral convaincu au franc-parler détonant dans le cortège des technocrates russes, Sberbank est depuis quelques années le titre favori des investisseurs étrangers sur le marché russe. Entre 2013 et 2017, Sberbank a accaparé la moitié des bénéfices du secteur bancaire russe, alors que la banque ne représente que 30% des actifs du secteur. Sberbank profite de son statut d'établissement adossé à l'Etat sur fond d'épuration accélérée du secteur bancaire par la banque centrale.



L'action Sberbank - banque dirigée par Guerman Gref - est prisée par les investisseurs étrangers. Les affaires du numéro un bancaire russe profitent notamment de son statut d'établissement adossé à l'Etat. (TATYANA MAKEYEVA/REUTERS)

Echaudés par les nombreuses faillites de banques privées, les déposants individuels comme les entreprises préfèrent confier leurs comptes à des banques d'Etat. VTB, la deuxième banque du pays, profite également du phénomène. Avec 120 milliards de

roubles (1,9 milliard de francs) de bénéfices l'année dernière, VTB réalise son meilleur résultat. Des bénéfices rendus possibles par un coup de pouce de l'Etat (qui détient 60,9% du capital) à travers un programme de recapitalisation comprenant des «obli-

gations fédérales», que VTB a été autorisée à revendre avec profits.

## Prévisions record pour Gazprom

Autre locomotive de l'économie russe, le groupe Gazprom, dont l'Etat russe détient 50%, annonçait

mardi matin doubler ses prévisions de croissance de production à l'horizon 2025, pour satisfaire la demande, en Russie comme à l'exportation. La production annuelle de gaz devrait alors atteindre entre 520 et 560 milliards de m<sup>3</sup>.

Gazprom, qui a extrait 471 milliards de m<sup>3</sup> de gaz en 2017, prévoyait jusqu'ici une croissance de production beaucoup plus modeste, entre 495 et 520 milliards de m<sup>3</sup>. L'année dernière fut une année record pour les exportations (194,4 milliards de m<sup>3</sup>) ainsi que pour sa part de marché en Europe, qui a atteint 35%. Les possibilités d'accroître cette part ne sont pas épuisées, estimait en janvier le vice-président de Gazprom, Alexandre Medvedev, qui vise 41% vers 2035.

Un objectif modeste en comparaison des ambitions du monopole nucléaire Rosatom. D'ici à 2023, le groupe 100% d'Etat s'est fixé un programme d'investissement de 22,5 milliards de francs pour affronter un pharaonique carnet de commandes: 42 réacteurs nucléaires, dont 34 à l'étranger (lesquels pèsent 150 milliards de dollars). Aucun groupe nucléaire ne rivalise en termes de commandes.

Malgré ces résultats, les sociétés contrôlées par le Kremlin restent l'objet de critiques des économistes libéraux pour leur gestion inefficace et opaque, leur politique de dividendes plutôt avare et leur instru-

mentalisation politique. Rosneft, la deuxième société russe par la taille, illustre les limites de la gestion par l'Etat russe.

Dirigé par Igor Setchine, un intime du président russe, Vladimir Poutine, le géant pétrolier russe (dont l'Etat détient la majorité du capital et Glencore 0,5%) pâlit en comparaison de son concurrent direct, l'américain ExxonMobil. La valorisation boursière de Rosneft (60 milliards de dollars) est 5,5 fois inférieure à celle de son concurrent, pour une production équivalente et des réserves prouvées deux fois supérieures. En outre, Rosneft, qui s'est constitué sur les actifs de Yukos acquis au rabais, a accumulé une dette estimée entre 73 et 81 milliards de dollars.

## Secteur public omniprésent

L'autre revers de la médaille, c'est que le secteur public dévorait désormais jusqu'à 70% de l'économie russe. Le dernier exemple en date a été l'acquisition de la plus importante chaîne de supermarchés du pays (Magnit) par la banque d'Etat VTB. Si, en 2004, l'Etat ne représentait que 30% du capital des banques russes, il est monté aujourd'hui à 60%. Et surtout, l'embellie des groupes publics n'empêche pas l'économie de stagner - croissance de 1,5% en 2017 - ni le tassement des revenus réels de la population, qui déclinent depuis 4 ans. ■

## L'Allemagne fait un pas vers la mise au ban des vieux diesels en ville

**POLLUTION** La plus haute cour de justice allemande a ouvert la voie mardi à des interdictions sous conditions de circulation de véhicules diesel dans les villes

La justice allemande a ouvert la voie mardi à des interdictions de circulation des vieux diesels dans les villes, une perspective qui plonge des millions d'automobilistes dans l'incertitude et que le gouvernement s'efforce encore d'éviter.

La Cour administrative fédérale, installée à Leipzig, a confirmé deux décisions de justice contraignant les autorités régionales à interdire les véhicules diesel les plus anciens à Stuttgart et à Düsseldorf pour assainir l'air.

Dans le détail, la Cour précise que les diesels ne pourront être que «progressivement» bannis de ces deux villes, en commençant par les plus anciens et en prévoyant des exceptions «pour les artisans ou certains groupes d'habitants».

Mais les magistrats balayaient nettement l'argument des Etats-régions concernés, qui affirmaient ne pas pouvoir agir sans loi nationale: ils lèvent l'obstacle planant sur de telles mesures dans d'autres villes tout aussi polluées.

«C'est un grand jour pour l'air pur», s'est réjoui Jürgen Resch, le chef de l'association de protection de l'environnement DUH, à l'origine de cette procédure pour forcer les politiques à durcir leur combat contre la pollution. Les véhicules roulant au diesel sont en effet considérés comme majoritairement responsables de la pollution aux oxydes d'azote, qui favorisent les maladies respiratoires et cardiovasculaires.

Soucieux depuis des mois d'éviter de telles interdictions, politiquement impopulaires, Berlin s'est aussitôt efforcé de minimiser la portée de l'arrêt. La chancelière Angela Merkel a rappelé que la décision ne visait pas «tout le territoire» ni «tous les automobilistes», tandis

que sa ministre de l'Environnement, Barbara Hendricks, a jugé que les interdictions de circulation restaient «évitables».

## Plus de 10 millions d'autos potentiellement concernées

Mais les propriétaires de véhicules diesel les plus anciens, c'est-à-dire ne correspondant pas à la norme Euro 6, «ne peuvent plus être certains de pouvoir circuler dans les villes à tout moment, 365 jours par an», a pour sa part estimé le cabinet de conseil EY dans une note.

Selon ses calculs, plus de 10 millions de voitures roulant en Allemagne sont potentiellement concernées, même si l'étendue des interdictions à venir reste difficile à prédire.

La DUH a poursuivi plusieurs villes pour leurs manquements en termes de qualité de l'air et l'Allemagne, réticente jusqu'ici à édicter des interdictions de circulation, est menacée de poursuites par la Commission européenne. ■ AFP

PUBLICITÉ

**ABB**

## Invitation à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires d'ABB Ltd, Zurich

Jeudi 29 mars 2018 à 10 h 00 dans la Messe Zurich, Wallisellenstrasse 49 à Zurich Oerlikon

### Ordre du jour et propositions du Conseil d'administration

1. Approbation du rapport de gestion, des comptes du Groupe et des comptes annuels 2017
2. Vote consultatif sur le rapport de rémunération 2017
3. Décharge au Conseil d'administration et aux personnes chargées de la gestion
4. Affectation du bénéfice
- 5.1. Modification des statuts: Ajout à l'article 2 - But
- 5.2. Modification des statuts: Suppression de la section 9: Dispositions transitoires/article 42
- 6.1. Vote contraignant sur le montant maximal total de la rémunération du Conseil d'administration pour la prochaine durée de fonctions, allant de l'Assemblée générale annuelle 2018 à l'Assemblée générale annuelle 2019
- 6.2. Vote contraignant sur le montant maximal total de la rémunération du Comité exécutif pour l'exercice à venir, soit 2019
7. Élections du Conseil d'administration et du Président du Conseil d'administration
8. Élections au Comité de rémunération
9. Élection du Représentant indépendant
10. Élection de l'organe de révision

### Indications sur l'organisation

#### Rapport Annuel

Le Rapport Annuel sera mis à disposition des actionnaires pour consultation au siège de la Société à Affolternstrasse 44, Zurich Oerlikon, Suisse, ainsi qu'en Suède, auprès d'ABB AB, Kopparbergsvägen 2, Västerås. L'invitation comprenant l'ordre du jour et les propositions du Conseil d'administration sera envoyée aux actionnaires enregistrés dans le registre des actions d'ABB avec droit de vote. Le Rapport Annuel sera envoyé sur demande. Il peut également être consulté sur Internet à l'adresse [www.abb.com/agm](http://www.abb.com/agm).

#### Enregistrement et cartes d'admission

Les actionnaires enregistrés au registre des actions avec droit de vote à la date du 21 mars 2018 sont autorisés à participer à l'Assemblée générale annuelle. Ces actionnaires recevront leur carte d'admission (par courrier prioritaire) sur demande, en utilisant la lettre-réponse jointe à l'invitation ou par vote électronique (e-Voting). La lettre-réponse, ou une notification équivalente, doit parvenir à la Société le 23 mars 2018 au plus tard (par courrier) ou le 27 mars 2018 au plus tard (pour le vote électronique). Les notifications ou les lettres-réponses arrivant après cette date ne seront pas prises en considération.

Le texte intégral de l'invitation au sens de l'art. 700 CO sera publié dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce du 27 février 2018 et sur Internet à l'adresse [www.abb.com/agm](http://www.abb.com/agm).

Zurich, le 27 février 2018

ABB Ltd  
Pour le Conseil d'administration  
Peter Voser, Président

## EN BREF

### Résultats en progression pour Bobst en 2017

Bobst a fait bondir ses résultats l'an dernier, confirmant la performance annoncée en novembre lors de la Journée des investisseurs. Le fabricant vaudois de machines d'emballage a dégagé un bénéfice net en hausse de 26,8%, à 106,9 millions de francs. L'EBIT s'est ainsi établi à 118,7 millions de francs (104 millions en 2016). Le chiffre d'affaires a progressé de 5,7% sur un an, à près de 1,53 milliard de francs. Bobst a terminé l'année avec un carnet de commandes de plus de 20% supérieur à celui de 2016. ATS

### Un centre pour former les entrepreneurs à Y-Parc

Le Centre des entrepreneurs du Groupe Raiffeisen d'Yverdon-les-Bains ouvrira ses portes le 31 octobre à Y-Parc. Il a pour mission d'accompagner et de former les chefs de PME, a indiqué mardi le technopôle du Nord vaudois dans un communiqué. Il s'agira du premier Raiffeisen Centre des entrepreneurs (RCE) en Suisse romande. Le club des entrepreneurs du RCE compte environ 1500 membres et constitue le plus grand réseau suisse composé exclusivement de propriétaires de PME. IT